



## **NON, MADAME LA MINISTRE, VOUS N'ÊTES PAS LA BIENVENUE !**

**Ce 17 mai au matin, Sylvie Retailleau était en visite à Mulhouse sur le campus Illberg, sur le thème notamment de l'engagement étudiant. Pourtant elle n'a pas eu l'air dérangée de voir les forces de l'ordre être envoyés sur les étudiant-es mobilisé-es.**

### **"Libération de la Palestine, Pas libéralisation de l'ESR"**

10 policier-ères et 1 voiture, c'est ce qui s'est jeté sur nos 3 militant-es qui ont osé user de leur liberté d'expression pour déployer une banderole où était écrit "Libération de la Palestine, Pas libéralisation de l'ESR". Ce slogan vise d'une part à dénoncer l'inaction de l'État français sur le génocide en cours des Palestinien-nes, voire même parfois sa participation indirecte à travers des livraisons de matériel et d'armes, ainsi que la répression que subit en France le mouvement pour la paix en Palestine dans les universités où les président-es d'université ont de bien trop nombreuses fois laissé intervenir les forces de l'ordre contre des étudiant-es qui se mobilisaient pacifiquement.



(Aucun-e de nos militant-es n'a été blessé-e lors de cette action.)

La venue de la ministre se faisait également dans le contexte de l'expérimentation l'UHA de la réforme de l'acte II. Ce grand plan de "mise en autonomie", vient en réalité mettre en péril la liberté de la recherche, désormais encore davantage soumise aux financements privés pour exister, qui pourront dicter leur programme, et orienter la recherche. Il est à craindre que ce seront davantage les domaines technologiques qui seront financés, laissant de côté d'autres pôles universitaires comme les sciences humaines et sociales car moins lucratives. Nous réaffirmons que ce ne sont pas les intérêts économiques qui doivent dicter la recherche, l'Université ne doit pas être une succursale des entreprises !

### **Politique des grandes paroles et des petits gestes.**

C'est sous son mandat que les loyers CROUS ont augmenté de 3.5%, que des pansements sur la précarité sont posés sans jamais répondre à l'urgence que nous dénonçons et dont nous sommes témoins tous les jours : des étudiant-es contraint-es de travailler à côté de leurs études pour les financer, de sauter des repas et/ou de renoncer à des soins. Des sujets abordés avec la ministre lors d'un repas organisé au Restaurant Universitaire où était conviés 12 étudiant-es. Nous avons échangé avec elle le temps d'un dessert, 20 petites minutes qui n'ont au final (et sans grand étonnement) été qu'un déballage stérile d'éléments de langage et de langue de bois.

Il apparaît inquiétant que l'Université, qui est un normalement un lieu de débat et de développement de l'esprit critique, puisse devenir un lieu où l'on envoie les forces de l'ordre face à tout signe de contestation du pouvoir/critique des politiques gouvernementales mortifères envers les étudiant-es et envers les peuples opprimés.

